

14-05-2003

20-06-2003^{N°}

66575

10/11/01

9

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES ELECTRICIENS :
INSTALLATION ET DISTRIBUTION**

ACCORD NATIONAL

Convention collective de travail du 13 mai 2003

CHAPITRE I. - CHAMP D'APPLICATION

Article 1. - Champ d'application

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, aux ouvriers et aux ouvrières des entreprises relevant de la compétence de la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution.

Pour l'application du présent accord, on entend par « ouvriers » les ouvriers et les ouvrières.

Pour l'application du présent accord, on entend par Formelec Formelec/Vormelek.

CHAPITRE II. - CADRE

Article 2. - Objet

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'accord interprofessionnel 2003-2004 du 17 janvier 2003.

Cette convention collective de travail est déposée au Greffe du Service des relations collectives de travail du Service public fédéral « Emploi, Travail et Concertation sociale », conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 7 novembre 1969 fixant les modalités de dépôt des conventions collectives de travail.

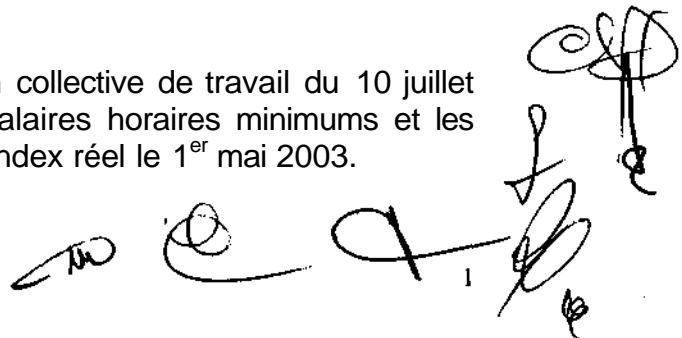
Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail ainsi que les annexes soient rendues obligatoires par arrêté royal.

CHAPITRE III. - GARANTIE DE REVENU

Article 3. - Pouvoir d'achat

Section 1 - Indexation

Conformément à l'article 9 de la convention collective de travail du 10 juillet 2001 sur la détermination du salaire, les salaires horaires minimums et les salaires horaires effectifs seront adaptés à l'index réel le 1^{er} mai 2003.



Le 1^{er} janvier 2004, tous les salaires horaires minimums et les salaires horaires effectifs seront adaptés à l'index réel sur base de la formule « index social » (= moyenne sur 4 mois) décembre 2003/avril 2003.

A partir de 2005, tous les salaires horaires minimums et les salaires horaires effectifs seront adaptés le 1^{er} janvier de chaque année à l'index réel, sur base de la formule « index social » (= moyenne sur 4 mois) : décembre de l'année écoulée comparé à décembre de l'année d'avant.

L'article 9 de la convention collective de travail du 10 juillet 2001 relative à la détermination du salaire sera adapté dans ce sens et ce, pour une durée indéterminée.

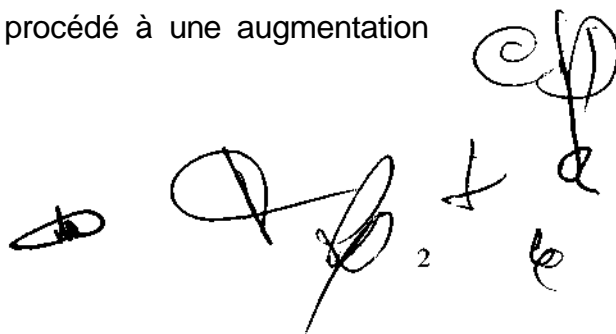
Section 2 - Augmentation des salaires horaires minimums

- Au 1^{er} janvier 2004, tous les salaires horaires minimums (tension 100) seront majorés de 1 %.
- Au 1^{er} août 2004, tous les salaires horaires minimums (tension 100) seront augmentés du solde de 5,4 % moins la somme de
 - o l'index réel au 1^{er} mai 2003,
 - o l'augmentation salariale de 1 % au 1^{er} janvier 2004,
 - o l'index réel au 1^{er} janvier 2004.Si ce solde est négatif, il ne sera pas procédé à une augmentation salariale.

Section 3 - Augmentation des salaires horaires effectifs - Régime général

Cette section est applicable à toutes les entreprises ressortissant à la compétence de la Sous-commission paritaire des électriciens : installation et distribution, à l'exception des entreprises qui répondent simultanément aux conditions suivantes :

- conformément aux dispositions de l'article 11, § 2 du présent accord, payer tous les jours de carence à partir du 1^{er} janvier 2004 au plus tard quelle que soit la durée de l'incapacité de travail,
- conclure une convention collective de travail à ce sujet après le 13 mai 2003 au niveau de l'entreprise,
- Au 1^{er} janvier 2004 tous les salaires horaires effectifs sont majorés de 1 %.
- Au 1^{er} août 2004 tous les salaires horaires effectifs sont majorés de 5,4 % moins la somme de
 - o l'index réel au 1^{er} mai 2003,
 - o l'augmentation salariale de 1 % au 1^{er} janvier 2004,
 - o l'index réel au 1^{er} janvier 2004.Si ce solde est négatif, il ne sera pas procédé à une augmentation salariale.



Section 4 - Augmentation des salaires horaires effectifs - Entreprises qui payent tous les jours de carence

Cette section est applicable à toutes les entreprises qui, conformément aux dispositions de l'article 11, §2 du présent accord, payent tous les jours de carence à partir du 1^{er} janvier 2004 au plus tard quelle que soit la durée de l'incapacité de travail, à condition qu'elles concluent une convention collective de travail à ce sujet au niveau de l'entreprise après le 13 mai 2003.

- Au 1^{er} janvier 2004 tous les salaires horaires effectifs sont majorés de 0,7 %.
- Au 1^{er} août 2004 tous les salaires horaires effectifs sont majorés de 5,1 % moins la somme de
 - o l'index réel au 1^{er} mai 2003,
 - o l'augmentation salariale de 0,7 % au 1^{er} janvier 2004,
 - o l'index réel au 1^{er} janvier 2004.

Si ce solde est négatif, il ne sera pas procédé à une augmentation salariale.

Conformément à toutes les sections précédentes, la convention collective de travail du 10 juillet 2001 sur les salaires horaires sera adaptée dans ce sens pour une durée indéterminée, à l'exception des dispositions sur les formules de solde applicables pour la période 2003-2004.

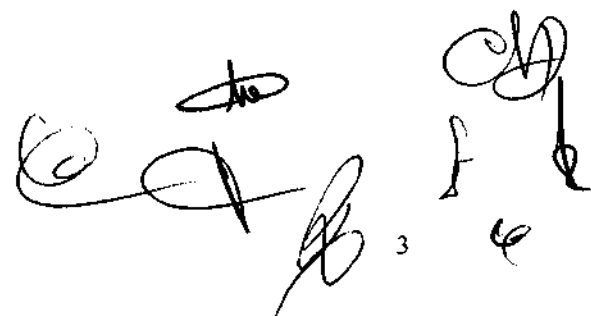
Article 4. - Frais de transport

Dès le premier jour du mois suivant la concrétisation d'une disposition légale permettant d'octroyer une prime de mobilité plus élevée, exonérée de cotisations ONSS, les montants repris à la colonne C, applicables au 1^{er} février de l'année au cours de laquelle cette adaptation est publiée, seront majorés de 8,51%.

En attendant la publication de l'arrêté royal précisant le nouveau montant, la convention collective de travail du 10 juillet 2001 relative aux frais de transport ainsi que le régime dérogatoire de transition du 9 juillet 2002 resteront invariablement d'application.

Conformément à l'article 13 de la convention collective de travail du 10 juillet 2001 relative aux frais de transport, ce montant majoré sera indexé chaque année. Toutefois, ce montant ne peut en aucun cas dépasser le montant indexé, exonéré de cotisations ONSS.

La convention collective de travail du 10 juillet 2001 relative aux Frais de transport sera adaptée dans ce sens pour une durée indéterminée.



Handwritten signatures and initials, including a large signature and several smaller ones, located at the bottom right of the page.

Article 5. - Prime de fin d'année

- § 1. La convention collective de travail du 8 octobre 2002 relative à la prime de fin d'année - régime général est adaptée comme suit:
- Les ouvriers qui prennent leur pension durant la période de référence ont droit à une prime de fin d'année intégrale.
 - Les ayants droit d'un ouvrier qui décède au cours de la période de référence ont droit à la prime de fin d'année intégrale.
- § 2. La convention collective de travail du 10 juillet 2001 relative à la prime de fin d'année - FEE/RTD est adaptée comme suit :
- Les ouvriers qui prennent leur prépension pendant la période de référence ont droit à une prime de fin d'année intégrale moyennant une ancienneté de 5 ans dans l'entreprise.

Article 6. - Fonds de Sécurité d'existence

- § 1. A partir du 1^{er} janvier 2004 toutes les indemnités complémentaires seront arrondies comme suit (pour une durée indéterminée):
- Indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire :
 - € 6,00 par allocation de chômage
 - € 3,00 par demi-allocation de chômage
 - Indemnités complémentaires pour chômage complet, chômeurs âgés et malades âgés :
 - € 5,00 par allocation de chômage ou indemnité de maladie
 - € 2,50 par demi-allocation de chômage ou demi-indemnité de maladie
 - Indemnités complémentaires en cas de maladie :
 - € 1,40 par allocation de maladie
 - € 0,70 par demi-allocation de maladie
 - Indemnité complémentaire en cas d'interruption de carrière à mi-temps : € 62,00
 - Indemnité complémentaire en cas de fermeture : € 248 + € 12,50/an avec un maximum de € 818,00.
- § 2. Dès le 1^{er} juin 2003 (pour une durée indéterminée), une indemnité complémentaire de chômage temporaire est introduite pour les cas de force majeure (article 26, premier alinéa de la Loi sur les contrats de travail) et les accidents techniques (article 49 de la Loi sur les contrats de travail).
- § 3. Conformément aux allocations de chômage et de maladie, qui sont payées en semaine de 6 jours, toutes les indemnités complémentaires payées par le Fonds de Sécurité d'existence doivent être payées en régime de 6 jours/semaine à partir du 1^{er} juin 2003.
De ce fait, 26 allocations en moyenne doivent être versées par mois.

La convention collective de travail du 10 juillet 2001 relative au statuts du Fonds de Sécurité d'existence sera adaptée en ce sens pour une durée indéterminée.

Article 7. - Sécurité sur le lieu de travail

Les partenaires sociaux se déclarent d'accord d'élaborer pour le 30 septembre 2003 une convention collective de travail relative à la sécurité sur le lieu de travail.

En attendant, la convention collective de travail du 1^{er} juin 1993 relative à la Prime pour travail insalubre et dangereux reste intégralement d'application

CHAPITRE IV. - SECURITE D'EMPLOI

Article 8. - Clause de sécurité d'emploi

L'article 4 de la convention collective de travail relative à la Sécurité d'emploi du 10 juillet 2001 doit être adapté pour une durée indéterminée à partir du 1^{er} juillet 2003.

Est considéré comme « licenciement multiple » tout licenciement d'au moins:

- 3 ouvriers dans les entreprises occupant 23 ouvriers et moins,
- 5 ouvriers dans les entreprises occupant entre 24 et 47 ouvriers,
- 6 ouvriers dans les entreprises occupant entre 48 et 79 ouvriers,
- 8 % des ouvriers dans les entreprises occupant 80 ouvriers et plus et ce, dans un délai de 60 jours calendrier.

Le comptage doit se faire sur le nombre total d'ouvriers dans l'entreprise appartenant à la Sous-commission paritaire 149.01.

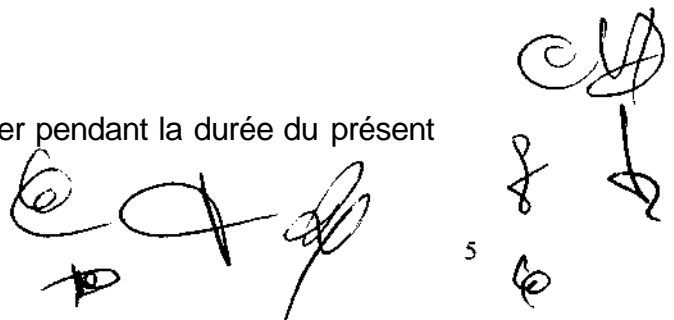
Article 9. - Cellule sectorielle pour l'emploi

Les objectifs de la cellule sectorielle pour l'emploi, repris à l'article 3 § 2 de la convention collective de travail du 10 juillet 2001 relative à la formation restent intégralement valables.

Cette cellule sectorielle pour l'emploi, installée au sein de Formelec en exécution de l'accord national 2001 - 2002, sera concrétisée plus avant dans ce sens, en veillant toutefois à éviter les abus et les doubles emplois avec des services publics (Forem, VDAB, ORBEM).

Article 10. - Lutte contre le travail au noir

Les partenaires sociaux s'engagent à élaborer pendant la durée du présent



Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page, including a large signature and several smaller ones.

accord des mesures pour combattre le travail au noir dans le secteur.

Les partenaires sociaux s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour utiliser les données dont dispose l'Office National de Sécurité Sociale dans le cadre de la déclaration DIMONA.

Article 11. - Jour de carence

§ 1. La convention collective de travail du 18 octobre 1999 sur le paiement des jours de carence reste intégralement applicable, ce qui signifie que l'employeur est tenu de payer le premier jour de carence quelle que soit la durée de l'incapacité de travail.

§ 2. Les entreprises peuvent décider sur base volontaire de payer tous les jours de carence quelle que soit la durée de l'incapacité.

La convention collective de travail du 18 octobre 1999 relative au paiement du jour de carence sera adaptée dans ce sens à partir du 1^{er} janvier 2004 pour une durée indéterminée.

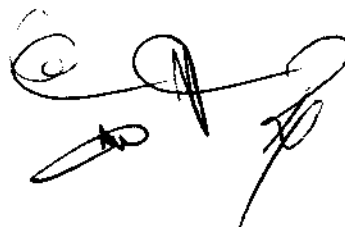
CHAPITRE V. - FORMATION

Le soutien dans le cadre de la formation et des services et conseils fournis aux entreprises appartenant à la Sous-commission paritaire 149.01 sera assuré par la section Formation du Fonds de Sécurité d'existence par le biais de dotations aux ASBL Formelec et Technolec.

Tenant compte des présents principes, les parties signataires se déclarent d'accord pour conclure, au sein de la Sous-commission paritaire des électriciens : installation et distribution, une convention collective de travail relative à la formation, valable jusqu'au 31 décembre 2005.

Article 12. - Groupes à risque

- Confirmation pour une durée indéterminée de la cotisation de 0,15%, destinée aux groupes à risque comme défini au Chapitre II de la convention collective de travail du 10 juillet 2001 relative à la formation.
- Vu cet effort, les parties demandent au Ministre de l'Emploi et du Travail d'exonérer le secteur du versement de 0,10% en 2003 et en 2004 destiné au Fonds pour l'emploi.
- Poursuite des efforts en vue d'optimiser les régimes d'apprentissage en alternance
- Prorogation des dispositions concernant l'afflux des groupes à risque.
- Prorogation de la dispense d'embauché obligatoire d'ouvriers sous contrat de premier emploi et ce, pour la durée du présent accord.



Article 13. - Stimuler la formation permanente et introduire un crédit-prime pour la formation

§ 1. Les efforts en matière de formation permanente des travailleurs et des employeurs sont soutenus par le biais d'une cotisation de 0,60% à durée indéterminée.

§ 2. La convention collective de travail relative à la formation du 10 juillet 2001, valable jusqu'au 30 septembre 2003 inclus, est prorogée jusqu'au 31 décembre 2003. A partir du 1^{er} janvier 2004 il sera définitivement mis fin aux dispositions relatives au crédit-formation. Le crédit-formation n'est pas transférable vers l'année 2004. Le système d'enregistrement des formations prendra fin également à cette date.

§ 3. A partir du 1^{er} janvier 2004 les entreprises devront octroyer un droit de formation collectif et ce, à raison d'un jour par ouvrier par année.

Afin d'encourager les entreprises à faire effectivement appel aux possibilités offertes par le secteur en matière de formations agréées, notamment via Formelec, un système de crédit-prime est introduit.

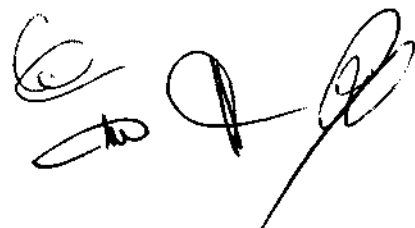
Le crédit-prime est calculé sur base du nombre de travailleurs (contrats à durée indéterminée ou déterminée) occupés dans l'entreprise au 30 juin de l'année calendrier dont les données les plus récentes sont disponibles, multiplié par € 124. Le Conseil d'administration de Formelec pourra décider de modifier la base de calcul du crédit-prime si cela s'avère nécessaire pour des raisons pratiques. Le crédit-prime auquel une entreprise a droit est communiqué à l'entreprise par Formelec dans le courant du 4^{ème} trimestre de l'année civile précédente.

Lorsqu'un ouvrier d'une entreprise relevant de la Sous-commission paritaire 149.01 a participé à une formation agréée par Formelec, son employeur - s'il a dûment complété et introduit un seul et unique document -, aura droit à une prime de € 124 par journée de formation et € 62 par demi-journée de formation, à partir du crédit-prime constitué.

Le crédit-prime est donc diminué à raison du nombre de jours ou de demi-jours de formation suivis par l'(les) ouvriers.

Une entreprise qui prévoit plus de jours de formation que ceux couverts par le crédit-prime de l'année même (année de référence), pourra également toucher des primes pour ces journées ou demi-journées de formation supplémentaires en prenant une avance sur le crédit-prime suivant. S'il apparaît que l'avance sur le crédit-prime est supérieure au crédit-prime auquel l'entreprise aura droit dans le courant des années suivantes, conformément aux données dont dispose Formelec, Formelec peut réclamer à l'entreprise concernée l'avance utilisée.

Le droit d'utilisation du crédit-prime est limité dans le temps. Le crédit-prime est fixé par année calendrier. Le crédit-prime accordé doit être utilisé durant une période de 3 ans, notamment pendant l'année de référence même et/ou pendant les 2 années suivantes. A l'issue de cette période, le solde de



l'année de référence sera supprimé et ajouté au budget sectoriel global destiné au financement du système de crédit-prime.

§ 4. Excepté les modifications susmentionnées, les missions de Formelec, définies dans la convention collective de travail en matière de formation du 10 juillet 2001, restent inchangées.

§ 5. Chaque fois qu'un ouvrier d'une entreprise faisant partie de la Sous-commission paritaire 149.01 a participé à une formation agréée par Formelec, il reçoit à titre personnel un certificat qui doit être collé dans le passeport de formation personnel. Ce passeport de formation donne à l'ouvrier un aperçu des formations agréées par Formelec qu'il a suivies.

Article 14. - Plans de formation d'entreprise

§ 1. Dans les entreprises ayant une délégation syndicale, la rédaction et la modification d'un plan de formation dans l'entreprise doivent être approuvées paritairement. Si les partenaires n'aboutissent pas à un plan de formation approuvé paritairement, les parties concernées peuvent faire appel à Formelec au sein de leurs entreprises pour élaborer un plan de formation.

Enfin, en l'absence d'accord au niveau de l'entreprise, le projet de plan de formation, rédigé par l'employeur et s'appuyant sur les observations des délégués syndicaux, pourra être transmis à Formelec.

§ 2. Si la volonté d'élaborer un plan de formation existe dans les entreprises sans délégation syndicale, celles-ci pourront également faire appel à Formelec.

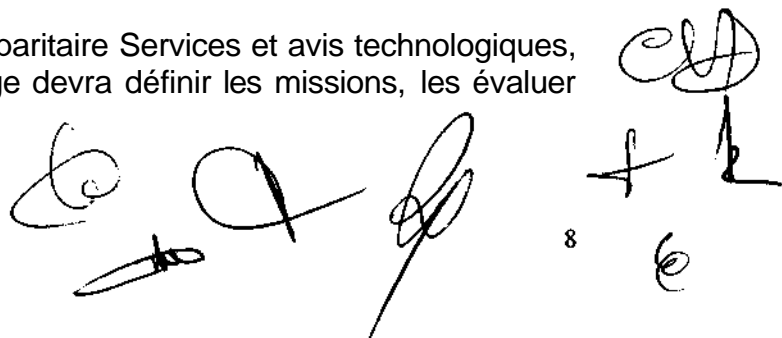
§ 3. Afin de mieux ajuster l'offre de formation de Formelec aux besoins du secteur

- les plans de formation d'entreprise devront être transmis à Formelec ;
- une analyse globale des plans introduits sera effectuée ;
- les visites d'entreprise devront être développées par Formelec.

Article 15. - Offre de services technologiques et consultation pour avis

§ 1. Les partenaires sociaux s'engagent à accorder leur soutien aux efforts de recherche technologique dans le secteur, afin de promouvoir, d'assurer le suivi et d'organiser toute forme de services technologiques et d'avis, notamment dans les domaines suivants : Technology Assessment (étude des répercussions des nouvelles technologies sur les employeurs et travailleurs du secteur), technologie environnementale et son impact sur le secteur, labels sectoriels et certification d'entreprise sur le plan technologique.

§ 2. En outre, le groupe de pilotage paritaire Services et avis technologiques, doit être activé. Ce groupe de pilotage devra définir les missions, les évaluer



8

et faire rapport au Conseil d'administration. Ces missions seront attribuées dans le respect de l'équilibre des régions du pays.

§ 3. Via une convention collective de travail séparée sur la cotisation au Fonds de Sécurité d'emploi, une cotisation de 0,05% sera perçue à partir du 1^{er} janvier 2004 pour une durée indéterminée, afin d'assurer le financement des initiatives prévues en matière de services et avis technologiques.

CHAPITRE VI. - TEMPS DE TRAVAIL ET FLEXIBILITE

Article 16. - Modalisation

En cas de restructuration ou pour faciliter l'organisation du travail, les entreprises peuvent promouvoir l'emploi par le biais d'une convention collective de travail, notamment en appliquant la réduction collective du temps de travail.

A cet effet, elles pourront faire appel aux primes d'encouragement légales et décrétales et à la conversion des augmentations salariales.

Article 17. - Flexibilité

La convention collective de travail relative à la flexibilité du 10 juillet 2001 est prorogée à partir du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2004 et sera adaptée dans ce sens.

Article 18. - Travail du samedi

En application de l'article 4 de la Loi du 6 avril 1960 relative à l'Exécution de travaux de construction, le samedi est considéré comme jour ouvrable et les limites journalières pour le début et la fin du travail sont fixées à 6 heures du matin et 20 heures du soir.

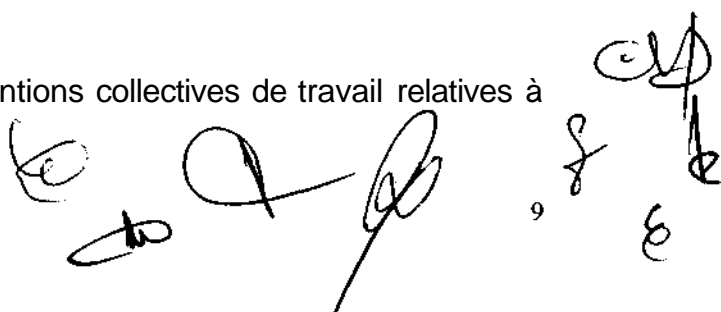
Cette disposition ne peut pas avoir pour conséquence une modification des conditions de travail et de rémunération qui existent dans l'entreprise dans le cadre du travail du samedi.

CHAPITRE VII. - PLANIFICATION DE LA CARRIERE

Article 19. - Fin de carrière

§ 1. La prépension dans le secteur est prolongée sous les mêmes conditions et dans le respect des possibilités légales du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2005 inclus.

C'est dans ce sens que les conventions collectives de travail relatives à



la prépension seront prorogées, à savoir la convention collective de travail du 18 octobre 1999 relative à la prépension à 58 ans, la convention collective de travail du 18 octobre 1999 relative à la prépension pour les hommes et la convention collective de travail du 18 octobre 1999 relative à la prépension pour les femmes.

- § 2. En application de l'accord interprofessionnel du 17 janvier 2003, le régime de prépension existant, qui fixe l'âge de la prépension à 56 ans moyennant 33 ans de passé professionnel et en fonction de 20 ans de travail en équipes avec prestations de nuit, comme visé dans la CCT 49 du Conseil National du Travail sera prorogé pour la durée de l'accord 2003-2004.

La convention collective de travail du 3 octobre 2001 relative à la prépension « travail en équipes » est prorogée du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2004 inclus et sera adaptée dans ce sens.

- § 3. En application de l'accord interprofessionnel du 17 janvier 2003, le droit à la prépension à mi-temps à partir de 56 ans, inscrit dans l'accord national 2001-2002 du 28 mai 2001, est prorogé.

La convention collective de travail du 3 octobre 2001 relative à la prépension mi-temps est prorogée du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2004 inclus et sera adaptée dans ce sens.

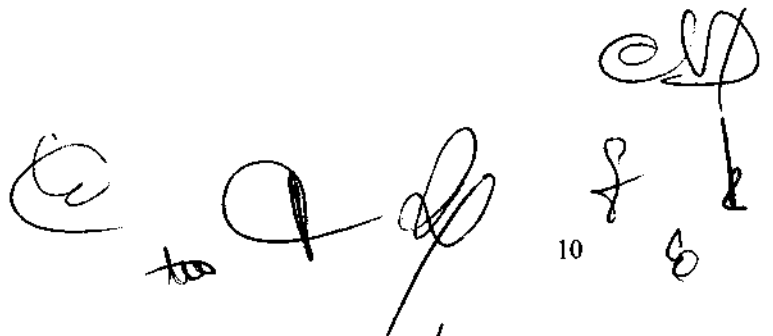
- § 4. Pour la durée de l'accord 2003-2004, les recommandations relatives à la procédure de prépension prévue à l'article 20 §3 de l'accord national 2001-2002 sont prorogées.

En matière de prépension, les parties recommandent, dans le cadre des mesures de redistribution du travail au niveau des entreprises, la procédure suivante: au plus tard deux mois avant que l'ouvrier concerné n'atteigne l'âge de la prépension, l'employeur invitera celui-ci à une entrevue pendant les heures de travail au siège de l'entreprise. Lors de cette entrevue, l'ouvrier pourra se faire assister par son délégué syndical. A cette occasion, des arrangements fermes seront pris tant en ce qui concerne le timing de la prépension, que la formation du remplaçant du prépensionné.

CHAPITRE VIII. - PROJET SECTORIEL 2003-2004

Article 20. - Commission paritaire mixte

Pour le 31 décembre 2003, un groupe de travail doit être créé afin d'examiner les possibilités de la mise en place d'une Commission paritaire mixte.



10

4

CHAPITRE IX. - PAIX SOCIALE ET DUREE DE L'ACCORD

Article 21. - Paix sociale

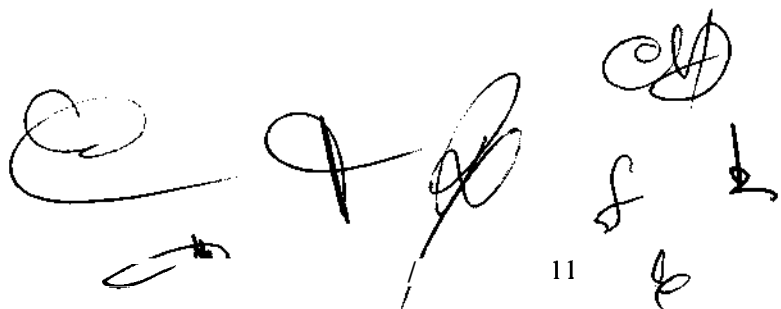
La présente convention collective de travail assure la paix sociale dans le secteur pendant toute la durée de l'accord. En conséquence, aucune revendication à caractère général ou collectif ne sera formulée, que ce soit au niveau national, régional ou des entreprises individuelles.

Article 22. - Durée

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée et est valable du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2004 inclus, sauf mention contraire.

Les articles applicables pour une durée indéterminée peuvent être résiliés moyennant un délai de préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-commission paritaire des électriciens : installation et distribution et aux organisations signataires.

Les articles applicables au Fonds de sécurité d'existence pour une durée indéterminée peuvent être résiliés moyennant un délai de préavis de six mois, notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-commission paritaire des électriciens : installation et distribution et aux organisations signataires.

Handwritten signatures and initials in black ink, including a large signature, a smaller signature, and several initials.

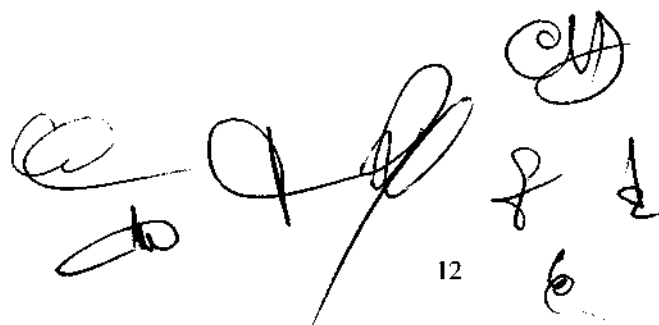
**Annexe 1 à l'accord sectoriel 2003-2004
Sous-commission paritaire des électriciens:
installation et distribution
du 13 mai 2003**

PRIMES DE LA REGION FLAMANDE

Les parties signataires déclarent que les ouvriers ressortissant à la Sous-commission paritaire 149.01, qui remplissent les conditions de domicile et d'emploi prescrites par la Région flamande, peuvent faire appel aux primes d'encouragement en vigueur dans la Région flamande, à savoir:

- crédit-soins;
- crédit-formation;
- entreprises en difficulté ou en restructuration.

Bruxelles, le 13 mai 2003

A collection of handwritten signatures and initials in black ink, located in the bottom right corner of the page. There are approximately six distinct marks, including a large stylized signature, a circular stamp-like mark, and several smaller initials.

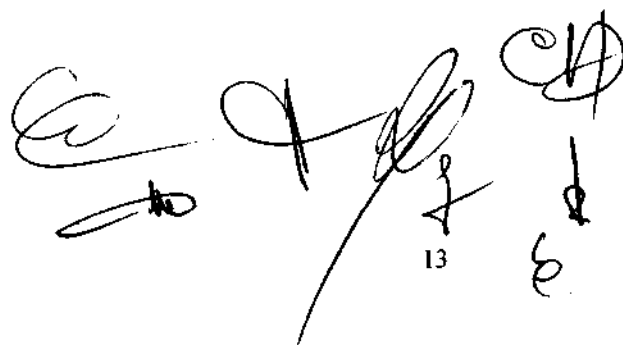
4

**Annexe 2 à l'accord sectoriel 2003-2004
Sous-commission paritaire des électriciens:
installation et distribution
du 13 mai 2003**

MECANISME DE SOLDE AUGMENTATION SALARIALE 1^{er} AOUT 2004

Le calcul du solde en fonction de l'augmentation salariale du 1^{er} janvier 2004, de l'index réel du 1^{er} mai 2003 et de l'index réel du 1^{er} janvier 2004, comme prévu à l'article 3 de cet accord, est lié à la situation socio-économique objective, à savoir d'une part la situation économique difficile et d'autre part l'incertitude quant au taux d'inflation durant la période de validité de cet accord. Le principe d'un tel calcul de solde ne sera pas automatiquement appliqué dans les accords futurs conclus au sein de la sous-commission paritaire 149.01.

Bruxelles, le 13 mai 2003



13

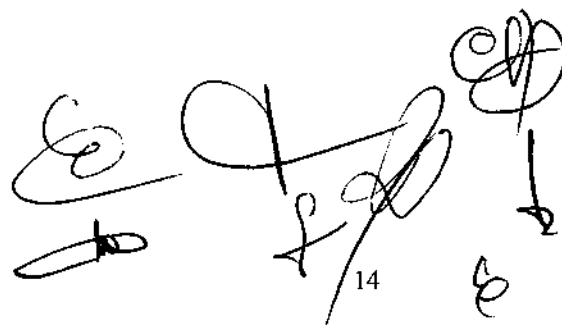
4

**Annexe 3 à l'accord sectoriel 2003-2004
Sous-commission paritaire des électriciens:
installation et distribution
du 13 mai 2003**

STATUT DE LA DELEGATION SYNDICALE

A l'article 13 de la convention collective de travail du 18 octobre 1999 (numéro d'enregistrement 54.451/CO.14901) il faut entendre par la notion de délégué syndical aussi bien le délégué syndical effectif que le suppléant.

Bruxelles, le 13 mai 2003



14

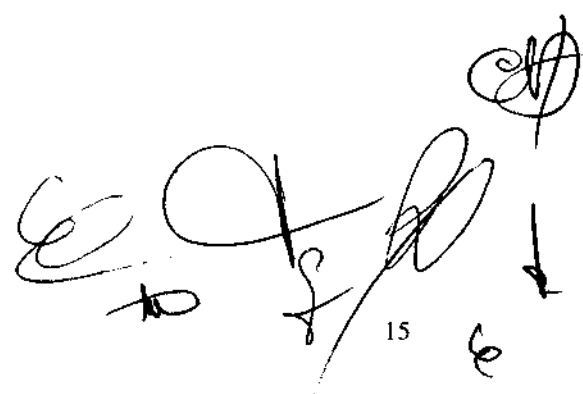
4

**Annexe 4 à l'accord sectoriel 2003-2004
Sous-commission paritaire des électriciens:
installation et distribution
du 13 mai 2003**

PRIME D'EQUIPE

L'article 2 « Prime d'équipe » du 10 juillet 2001 est précisé comme suit : deux équipes au moins sont requises, elles doivent être de composition quasi identique et se succéder dans le courant d'une journée, sur un même lieu de travail. Les équipes doivent se succéder sans interruption, elles peuvent toutefois se chevaucher partiellement mais le chevauchement ne peut dans ce cas excéder la moitié de la durée normale d'une journée de travail.

Bruxelles, le 13 mai 2003



PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE ELEKTRICIENS:
INSTALLATIE EN DISTRIBUTIE

NATIONAAL AKKOORD

Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 mei 2003

HOOFDSTUK I. - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1. - Toepassingsgebied

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie.

Voor de toepassing van dit akkoord wordt onder arbeiders verstaan de mannelijke en vrouwelijke werklieden.

Voor de toepassing van dit akkoord wordt onder Vormelek verstaan Vormelek/Formelec.

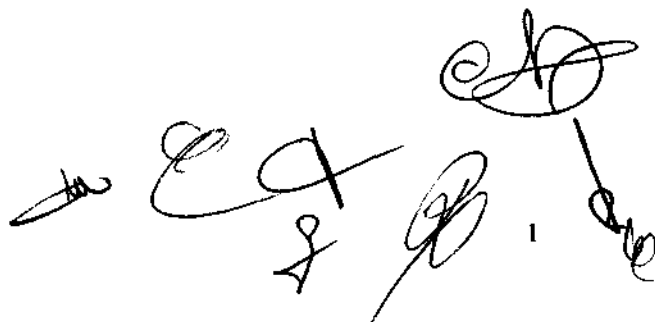
HOOFDSTUK II. - KADER

Artikel 2. - Voorwerp

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2003-2004 van 17 januari 2003.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt neergelegd op de Griffie van de Dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal overleg overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 november 1969 tot vaststelling van de neerleggingsmodaliteiten van de collectieve arbeidsovereenkomsten.

De ondertekenende partijen vragen de algemeen bindend verklaring bij koninklijk besluit van deze collectieve arbeidsovereenkomst, inclusief de bijlagen.



HOOFDSTUK III. - INKOMENSZEKERHEID

Artikel 3. - Koopkracht

Afdeling 1 - Indexering

Conform artikel 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Loonvorming van 10 juli 2001 zullen op 1 mei 2003 de minimumuurlonen en de effectieve uurlonen aangepast worden aan de reële index.

Op 1 januari 2004 zullen alle minimumuurlonen en de effectieve uurlonen aangepast worden aan de reële index, op basis van de formule 'sociale index' (= 4-maandelijks gemiddelde) december 2003/april 2003.

Vanaf 2005 zullen alle minimumuurlonen en de effectieve uurlonen jaarlijks op 1 januari aangepast worden aan de reële index volgens de formule 'sociale index' (= 4-maandelijks gemiddelde) december van het voorgaande jaar tegenover december van het jaar daarvoor.

Artikel 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Loonvorming van 10 juli 2001 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur.

Afdeling 2 -Verhoging van de minimumuurlonen

- Op 1 januari 2004 worden alle minimumuurlonen (spanning 100) verhoogd met 1 %
- Op 1 augustus 2004 worden alle minimumuurlonen (spanning 100) verhoogd met 5,4 % verminderd met de som van
 - de reële index op 1 mei 2003
 - de loonsverhoging van 1 % op 1 januari 2004
 - de reële index op 1 januari 2004.
 Indien dit saldo negatief is, wordt er geen loonsverhoging toegepast.

Afdeling 3 -Verhoging van de effectieve uurlonen -Algemeen regime

Deze afdeling is van toepassing op alle ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie, met uitzondering van de ondernemingen die cumulatief aan volgende voorwaarden voldoen:

- overeenkomstig de bepalingen van artikel 11, §2 van onderhavig akkoord, uiterlijk vanaf 1 januari 2004 alle carenzdagen betalen ongeacht de duurtijd van de arbeidsongeschiktheid
 - hieromtrent na 13 mei 2003 een collectieve arbeidsovereenkomst op vlak van de onderneming afsluiten.
- Op 1 januari 2004 worden alle effectieve uurlonen verhoogd met 1 %
 - Op 1 augustus 2004 worden alle effectieve uurlonen verhoogd met 5,4% verminderd met de som van
 - de reële index op 1 mei 2003
 - de loonsverhoging van 1 % op 1 januari 2004

Handwritten signatures and initials, including a large signature that appears to be 'C. J. ...' and other smaller initials.

- 4
- de reële index op 1 januari 2004.
- Indien dit saldo negatief is, wordt er geen loonsverhoging toegepast.

Afdeling 4 - Verhoging van de effectieve uurlonen - Ondernemingen die alle carenzdagen uitbetalen

Deze afdeling is van toepassing op de ondernemingen die overeenkomstig de bepalingen van artikel 11, §2 van onderhavig akkoord, uiterlijk vanaf 1 januari 2004 alle carenzdagen betalen ongeacht de duurtijd van de arbeidsongeschiktheid, op voorwaarde dat zij hieromtrent na 13 mei 2003 een collectieve arbeidsovereenkomst op vlak van de onderneming afsluiten.

- Op 1 januari 2004 worden alle effectieve uurlonen verhoogd met 0,7%
 - Op 1 augustus 2004 worden alle effectieve uurlonen verhoogd met 5,1% verminderd met de som van
 - de reële index op 1 mei 2003
 - de loonsverhoging van 0,7% op 1 januari 2004
 - de reële index op 1 januari 2004.
- Indien dit saldo negatief is, wordt er geen loonsverhoging toegepast.

Overeenkomstig alle voorgaande afdelingen zal de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Uurlonen van 10 juli 2001 in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur, met uitzondering van de bepalingen inzake de saldoformules die van toepassing zijn voor de periode 2003-2004.

Artikel 4. - Vervoerkosten

Vanaf de 1^{ste} dag van de maand nadat een wettelijke regeling het mogelijk maakt een hogere mobiliteitvergoeding toe te kennen, vrijgesteld van RSZ-bijdragen, zullen de bedragen in kolom C, van toepassing op datum van 1 februari van het jaar waarin de aanpassing verschijnt, verhoogd worden met 8,51%.

In afwachting van het verschijnen van het nieuwe bedrag bij koninklijk besluit blijft de bestaande collectieve arbeidsovereenkomst inzake Vervoerkosten van 10 juli 2001 en de afwijkende overgangsregeling van 9 juli 2002 onverminderd van toepassing.

Dit verhoogde bedrag zal conform artikel 13 van de bestaande collectieve arbeidsovereenkomst inzake Vervoerskosten van 10 juli 2001 jaarlijks worden geïndexeerd. Evenwel kan dit verhoogde bedrag in geen enkel geval het geïndexeerde bedrag dat is vrijgesteld van RSZ-bijdragen overschrijden.

De bestaande collectieve arbeidsovereenkomst inzake Vervoerskosten van 10 juli 2001 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur.

Artikel 5. - Eindejaarspremie

- § 1. De collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2002 inzake Eindejaarspremie - algemeen regime wordt als volgt aangepast:
 - Arbeiders die met pensioen gaan tijdens de referteperiode hebben recht op een volledige eindejaarspremie
 - Rechthebbenden van een arbeider die tijdens de referteperiode overlijdt, hebben recht op een volledige eindejaarspremie
- § 2. De collectieve arbeidsovereenkomst van 10 juli 2001 inzake Eindejaarspremie - F.E.E/R.T.D wordt als volgt aangepast:
 - Arbeiders die met brugpensioen gaan tijdens de referteperiode hebben recht op een volledige eindejaarspremie mits 5 jaar anciënniteit in de onderneming

Artikel 6. - Fonds voor bestaanszekerheid

- § 1. Vanaf 1 januari 2004 (voor onbepaalde duur) worden alle aanvullende vergoedingen als volgt bepaald
 - Aanvullende vergoeding bij tijdelijke werkloosheid:
 - € 6,00 per werkloosheidsuitkering
 - € 3,00 per halve werkloosheidsuitkering
 - Aanvullende vergoedingen bij volledige werkloosheid, voor oudere werklozen en oudere zieken:
 - € 5,00 per werkloosheids- of ziekteuitkering
 - € 2,50 per halve werkloosheids- of ziekteuitkering
 - Aanvullende vergoedingen bij ziekte:
 - € 1,40 per ziekteuitkering
 - € 0,70 per halve ziekteuitkering
 - Aanvullende vergoeding bij halftijdse loopbaanonderbreking: € 62,00
 - Aanvullende vergoeding bij sluiting: € 248 + € 12,50/jaar met een maximum van € 818,00
- § 2. Vanaf 1 juni 2003 (voor onbepaalde duur) wordt een aanvullende vergoeding bij tijdelijke werkloosheid ingevoerd omwille van overmacht (artikel 26 eerste lid van de Wet op de arbeidsovereenkomsten) en technische stoornis (artikel 49 van de Wet op de arbeidsovereenkomsten)
- § 3. Conform de werkloosheids- en ziekteuitkeringen, die worden uitbetaald in de 6-dagenweek, dienen vanaf 1 juni 2003 alle aanvullende vergoedingen, die worden uitbetaald door het Fonds voor bestaanszekerheid, te worden vergoed in de 6-dagenweek. Hierdoor dienen gemiddeld 26 uitkeringen per maand te worden betaald.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Statuten Fonds voor bestaanszekerheid van 10 juli 2001 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur.

Handwritten signatures and initials, including a large signature that appears to be 'A' and other smaller marks.

Artikel 7. - Veiligheid op de werkplaats

De sociale partners verklaren zich akkoord om voor 30 september 2003 een collectieve arbeidsovereenkomst uit te werken inzake Veiligheid op de werkplaats.

In afwachting hiervan blijft de bestaande collectieve arbeidsovereenkomst inzake Premie voor ongezond en gevaarlijk werk van 1 juni 1993 onverminderd van toepassing.

HOOFDSTUK IV. - WERKZEKERHEID

Artikel 8. - Werkzekerheidsclausule

Artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Werkzekerheid van 10 juli 2001 dient te worden aangepast vanaf 1 juli 2003 voor onbepaalde duur.

Als 'meervoudig ontslag' wordt beschouwd een ontslag van ten minste

- 3 arbeiders in ondernemingen met 23 arbeiders en minder
 - 5 arbeiders in ondernemingen van 24 tot 47 arbeiders
 - 6 arbeiders in ondernemingen met 48 tot 79 arbeiders
 - 8% van de arbeiders in ondernemingen met 80 arbeiders en meer,
- dit alles in de loop van een periode van 60 kalenderdagen.

De telling dient te gebeuren op het totaal aantal arbeiders behorende tot Paritair Subcomité 149.01 in de onderneming.

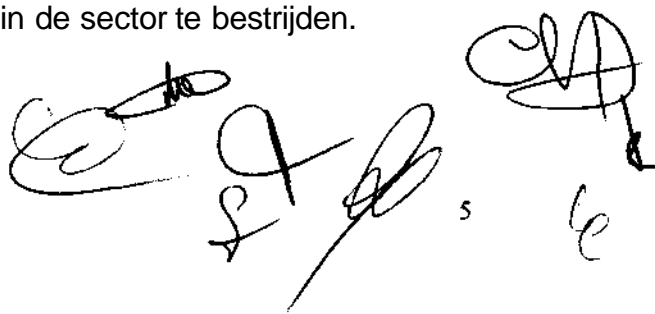
Artikel 9. - Sectorale tewerkstellingscel

De doelstellingen van de sectorale tewerkstellingscel, opgenomen in artikel 3 §2 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Vorming en opleiding van 10 juli 2001, blijven onverminderd van toepassing.

Deze sectorale tewerkstellingscel die in uitvoering van het nationaal akkoord 2001 - 2002 in de schoot van Vormelek werd ingevoerd, zal in die zin verder worden uitgewerkt. Hierbij zal er over gewaakt worden om misbruiken te voorkomen en overlapping met de overheidsdiensten (VDAB, Forem, BGDA) te vermijden.

Artikel 10. - Bestrijding zwartwerk

De sociale partners engageren zich om tijdens de duurtijd van dit akkoord maatregelen uit te werken om het zwartwerk in de sector te bestrijden.

Handwritten signatures and initials in black ink, including a large signature on the left, a signature in the middle, and initials on the right.

4

De sociale partners engageren zich de nodige stappen te zetten om de gegevens waarover de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid beschikt in het kader van de DIMONA-aangifte in dit kader te kunnen aanwenden.

Artikel 11. - Carenzdag

§1. De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Betaling van de carenzdagen van 18 oktober 1999 blijft onverminderd van toepassing, met name dat de werkgever gehouden is tot de betaling van de eerste carenzdag, ongeacht de duurtijd van de arbeidsongeschiktheid.

§2. Ondernemingen kunnen op vrijwillige basis beslissen om alle carenzdagen te betalen ongeacht de duurtijd van de arbeidsongeschiktheid.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Betaling van de carenzdagen van 18 oktober 1999 wordt vanaf 1 januari 2004 voor onbepaalde duur in die zin aangepast.

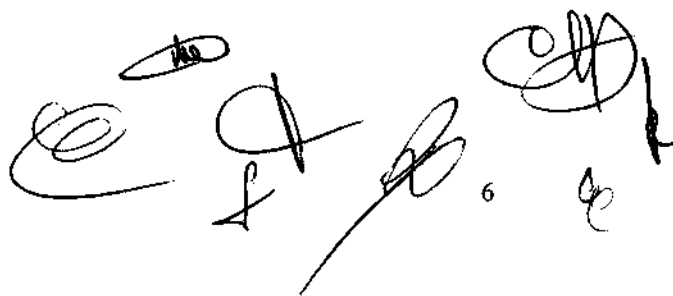
HOOFDSTUK V. - VORMING EN OPLEIDING

De ondersteuning betreffende vorming en opleiding, evenals betreffende technologische dienst- en adviesverlening aan de bedrijven behorende tot Paritair Subcomité 149.01 zal gebeuren vanuit de afdeling Vorming van het Fonds voor bestaanszekerheid door middels van dotaties aan de VZW's Vormelek en Technolec.

De ondertekenende partijen verklaren zich akkoord om, rekening houdend met de onderhavige principes, in het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie een collectieve arbeidsovereenkomst betreffende Vorming en Opleiding af te sluiten tot en met 31 december 2005.

Artikel 12. - Risicogroepen

- Bevestiging van de bijdrage van 0,15% voor onbepaalde duur, bestemd voor de risicogroepen zoals bepaald in hoofdstuk II van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Vorming en opleiding van 10 juli 2001.
- Gezien deze inspanning vragen de partijen dat de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de sector zou vrijstellen van de stortingen van 0,10% in 2003 en 2004 bestemd voor het Tewerkstellingsfonds.
- Voortzetten van de werkzaamheden inzake het optimaliseren van de stelsels altemeer lerend - werken.
- Verlenging van de bepalingen met betrekking tot instroom van risicogroepen.
- Verlenging van de vrijstelling tot verplichte aanwerving van arbeiders met een startbaanovereenkomst, en dit voor de duurtijd van dit akkoord.



Artikel 13. - Stimulering van de permanente vorming en invoering van een premiekrediet voor vorming

- § 1. De inspanningen op het gebied van de voortdurende vorming van werknemers en werkgevers worden verder ondersteund door de inning van een bijdrage van 0,60% voor onbepaalde duur.
- § 2. De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Vorming en opleiding van 10 juli 2001, welke geldig is tot en met 30 september 2003 wordt verlengd tot en met 31 december 2003. Vanaf 1 januari 2004 wordt er definitief een einde gesteld aan de bepalingen inzake de regeling vormingskrediet. Het vormingskrediet is niet overdraagbaar naar het jaar 2004. Ook het systeem van de registratie van opleidingen neemt een einde op deze datum.
- § 3. Vanaf 1 januari 2004 dienen de ondernemingen een collectief vormingsrecht toe te staan à rato van één dag per arbeider per jaar.

Teneinde de ondernemingen te stimuleren om effectief beroep te doen op de door de sector, via Vormelek, aangeboden mogelijkheden betreffende erkende opleidingen wordt er een systeem van premiekrediet ingevoerd.

Het premiekrediet wordt berekend op basis van het aantal arbeiders (contract onbepaalde of bepaalde duur) tewerkgesteld op 30 juni van het kalenderjaar waarvan de meest recente gegevens beschikbaar zijn, vermenigvuldigd met € 124. De Raad van bestuur van Vormelek kan beslissen de berekeningsbasis van het premiekrediet, te wijzigen indien dit om praktische redenen zou aangewezen zijn. Het premiekrediet, waarop een firma recht heeft wordt door Vormelek aan de onderneming medegedeeld in de loop van het 4^{de} kwartaal van het voorgaande kalenderjaar.

Wanneer een arbeider uit een onderneming behorende tot het Paritair Subcomité 149.01 deelgenomen heeft aan een door Vormelek erkende opleiding zal zijn werkgever, mits het correct invullen en indienen van een uniek document, recht hebben op het ontvangen van een premie van € 124 per opleidingsdag en € 62 per halve opleidingsdag, vanuit het opgebouwde premiekrediet. Het premiekrediet wordt dus verminderd à rato van het aantal door de arbeider(s) gevolgde opleidingsdagen of halve dagen.

Een bedrijf dat meer dagen aan opleiding voorziet dan diegene gedekt door het premiekrediet van het jaar zelf (refertejaar), kan voor deze bijkomende dagen of halve dagen opleiding eveneens premies ontvangen door voorafname van het toekomstige premiekrediet. Indien zou blijken dat de voorafname op het premiekrediet hoger is dan het premiekrediet waarop het bedrijf, overeenkomstig de gegevens waarover Vormelek beschikt, in de loop van de volgende jaren recht zal hebben, kan Vormelek de voorafname terugvorderen van het betrokken bedrijf.

Het recht op opname van het premiekrediet is beperkt in de tijd. Het premiekrediet wordt per kalenderjaar vastgesteld. Het toegestane premiekrediet dient opgenomen te worden binnen een periode van 3 jaar, met name tijdens het referentejaar zelf en/of tijdens de 2 daaropvolgende jaren. Na deze periode vervalt het nog openstaande krediet van het referentejaar en wordt het toegevoegd aan de globale sectorale begroting ter financiering van de voortzetting van het premiekredietstelsel.

§ 4. Behoudens de hiervoor aangehaalde wijzigingen blijven de opdrachten van Vormelek, zoals opgenomen in de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Vorming en opleiding van 10 juli 2001, van toepassing.

§5. Telkens een arbeider uit een onderneming behorende tot het Paritair Subcomité 149.01 heeft deelgenomen aan een door Vormelek erkende opleiding krijgt deze ten persoonlijke titel een certificaat toegestuurd dat in het persoonlijk opleidingspaspoort dient te worden gekleefd. Dit opleidingspaspoort geeft de arbeider een overzicht van de Vormelek-erkende opleidingen die deze heeft gevolgd.

Artikel 14. - Bedrijfsopleidingsplannen

§ 1. In bedrijven met een vakbondsafvaardiging dient het opstellen en het wijzigen van een bedrijfsopleidingsplan in de onderneming paritair te worden goedgekeurd. Indien de partners er niet in slagen een paritair goedgekeurd opleidingsplan op te stellen, kunnen de betrokken partijen binnen deze bedrijven voor het opstellen van hun opleidingsplan beroep doen op de begeleiding van Vormelek.

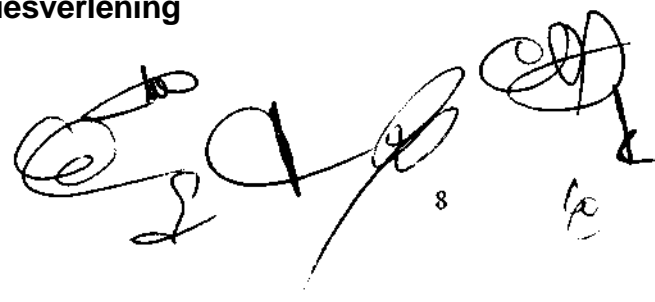
Tenslotte kan bij niet akkoord op vlak van de onderneming het ontwerp van opleidingsplan, opgesteld door de werkgever samen met de bedenkings van de vakbondsafgevaardigden overgemaakt worden aan Vormelek.

§ 2. Indien in ondernemingen zonder een vakbondsafvaardiging een bereidheid bestaat een opleidingsplan uit te werken, kunnen zij hiervoor beroep doen op begeleiding van Vormelek.

§ 3. Teneinde het vormingsaanbod van Vormelek beter op de sector af te stemmen

- dienen de bedrijfsopleidingsplannen aan Vormelek te worden overgemaakt
- zal een globale analyse gebeuren van de ingediende opleidingsplannen
- dienen door Vormelek bedrijfsbezoeken te worden uitgebouwd.

Artikel 15. - Technologische dienst- en adviesverlening



4

- § 1. De sociale partners engageren zich om de inspanningen inzake technologisch onderzoek in de sector, met het oog op het bevorderen, het opvolgen en het organiseren van alle vormen van technologische dienst- en adviesverlening te ondersteunen, meer bepaald inzake de volgende terreinen: technology assesment (onderzoek van de weerslag van nieuwe technologieën voor de werkgevers en arbeiders van de sector), milieu-technologie en de impact ervan op de sector en sectorlabelling en bedrijfs certificering op technologisch vlak.
- § 2. Bovendien dient de paritaire stuurgroep technologie dienst- en adviesverlening te worden geactiveerd. Deze stuurgroep dient de opdrachten te definiëren, te evalueren en verslag uit te brengen aan de Raad van bestuur. De opdrachten zullen als dusdanig toegekend worden dat er een evenwichtige spreiding is over de regio's van het land.
- § 3. Via een aparte collectieve arbeidsovereenkomst inzake Bijdrage aan het Fonds voor bestaanszekerheid wordt vanaf 1 januari 2004 een bijdrage van 0,05% voor onbepaalde duur geïnd teneinde de financiering van de voorziene initiatieven inzake technologische dienst- en adviesverlening te verzekeren.

HOOFDSTUK VI. - ARBEIDSTIJD EN FLEXIBILITEIT

Artikel 16. - Modalisering

De ondernemingen kunnen in het geval van herstructurering of indien de arbeidsorganisatie kan versoepeld worden, via een collectieve arbeidsovereenkomst de tewerkstelling bevorderen door onder meer collectieve arbeidsduurvermindering toe te passen. Ze kunnen hiervoor gebruik maken van de bestaande wettelijke en decretale aanmoedigingspremies en de omzetting van de loonsverhogingen.

Artikel 17. - Flexibiliteit

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake de Flexibiliteit van 10 juli 2001 wordt verlengd met ingang vanaf 1 januari 2003 tot 31 december 2004 en zal in die zin worden aangepast

Artikel 18. - Zaterdagwerk

In toepassing van artikel 4 van de Wet van 6 april 1960 betreffende de uitvoering van bouwwerken, wordt de zaterdag als werkdag beschouwd en gelden als grenzen voor het begin en het einde van de arbeidsdag 6 uur 's morgens en 20 uur 's avonds.

Deze regeling mag niet tot gevolg hebben dat de bestaande loon- en arbeidsvoorwaarden in de onderneming inzake zaterdagwerk wordt gewijzigd.

4

HOOFDSTUK VII. - LOOPBAANPLANNING

Artikel 19. - Eindeloopbaan

- § 1. Het brugpensioen in de sector wordt onder dezelfde voorwaarden en binnen de wettelijke mogelijkheden verlengd vanaf 1 juli 2003 tot en met 30 juni 2005.

In die zin zullen de bestaande collectieve arbeidsovereenkomsten inzake brugpensioen worden verlengd, met name de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Brugpensioen vanaf 58 jaar van 18 oktober 1999, de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Brugpensioen mannen van 18 oktober 1999 en de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Brugpensioen vrouwen van 18 oktober 1999.

- § 2. In toepassing van het interprofessioneel akkoord van 17 januari 2003 zal voor de duur van het akkoord 2003-2004 de bestaande brugpensioenregeling, die een brugpensioenleeftijd vastlegt op 56 jaar mits 33 jaar beroepsloopbaan en in functie van 20 jaar ploegenarbeid met nachtprestaties, zoals bedoeld in CAO 49 van de Nationale Arbeidsraad, worden verlengd.

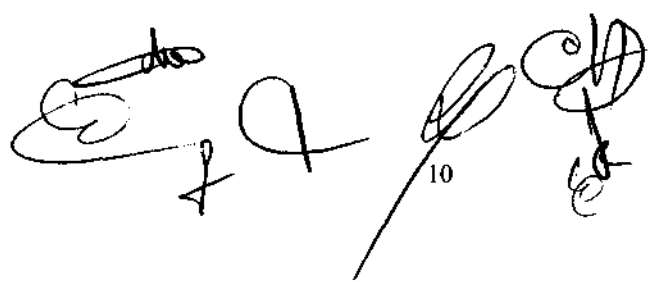
De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Brugpensioen ploegenarbeid van 3 oktober 2001 wordt verlengd vanaf 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004 en zal in die zin worden aangepast.

- § 3. In toepassing van het interprofessioneel akkoord van 17 januari 2003 wordt het recht op halftijds brugpensioen vanaf 56 jaar, opgenomen in het nationaal akkoord 2001-2002 van 28 mei 2001, verlengd.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Halftijds brugpensioen van 3 oktober 2001 wordt verlengd vanaf 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004 en zal in die zin worden aangepast.

- § 4. Voor de duur van het akkoord 2003-2004 worden de aanbevelingen brugpensioen - procedure voorzien in artikel 20 §3 van het nationaal akkoord 2001-2002 verlengd:

Op vlak van brugpensioen bevelen de partijen in het kader van de arbeidsherverdelende maatregelen op ondernemingsvlak volgende procedure aan: ten laatste 2 maand voor het bereiken van de brugpensioenleeftijd nodigt de werkgever de betrokken arbeider uit tot een onderhoud tijdens de werkuren op de zetel van de onderneming. Bij dit onderhoud kan de arbeider zich laten bijstaan door zijn vakbondsafgevaardigde. Bij dit onderhoud zullen zowel naar timing van het brugpensioen als naar opleiding van de vervanger van de bruggepensioneerde sluitende afspraken gemaakt worden.



10

4

HOOFDSTUK VIII. - SECTORAAL PROJECT 2003-2004

Artikel 20. - Gemengd Paritair Comité

Voor 31 december 2003 dient een werkgroep inzake een gemengd Paritair Comité te worden opgericht teneinde de mogelijkheden hieromtrent te onderzoeken.

HOOFDSTUK IX. - SOCIALE VREDE EN DUURTIJD AKKOORD

Artikel 21. - Sociale vrede

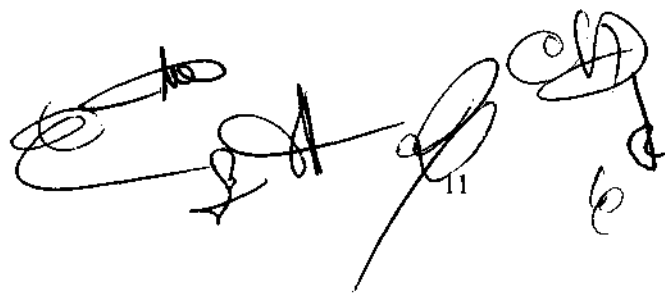
Onderhavig akkoord verzekert de sociale vrede in de sector tijdens heel de duur van het akkoord. Bijgevolg zal geen enkele eis van algemene of collectieve aard voorgelegd worden, noch op nationaal, noch op regionaal, noch op vlak van de individuele onderneming.

Artikel 22. - Duur

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor bepaalde duur, gaande van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004, tenzij anders bepaald.

De artikels die van toepassing zijn voor onbepaalde duur kunnen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend per aangezekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie en aan de ondertekenende organisaties.

De artikels die van toepassing zijn op het Fonds voor bestaanszekerheid voor onbepaalde duur kunnen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend per aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie en aan de ondertekenende organisaties.



Handwritten signatures and initials, including a large signature on the left, a signature in the middle, and initials on the right. The number '11' is written below the middle signature.

4

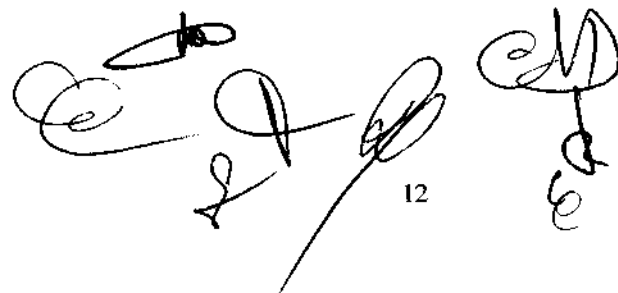
**Bijlage 1 aan het sectoraal akkoord 2003-2004
voor het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie
van 13 mei 2003**

PREMIES VLAAMSE GEWEST

De ondertekenende partijen verklaren dat de arbeiders ressorterend onder het Paritair Subcomité 149.01 en die inzake domicilie en tewerkstelling voldoen aan de omschrijving van het Vlaamse gewest gebruik kunnen maken van de aanmoedigingspremies van kracht in het Vlaamse gewest namelijk:

- zorgkrediet
- opleidingskrediet
- ondernemingen in moeilijkheden of herstructurerings

Brussel, 13 mei 2003



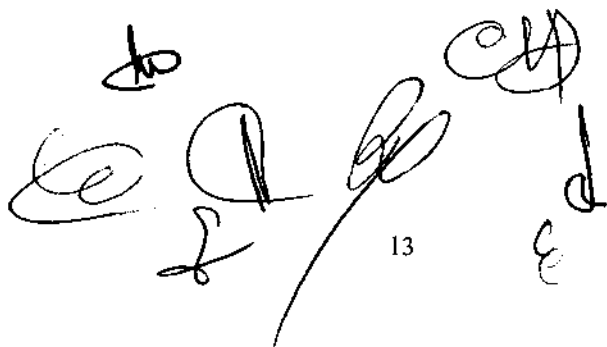
4

**Bijlage 2 aan het sectoraal akkoord 2003-2004
voor het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie
van 13 mei 2003**

SALDOMECHANISME LOONSVERHOGING 1 AUGUSTUS 2004

De saldoberekening in functie van de loonsverhoging van 1 januari 2004, de reële index van 1 mei 2003 en de reële index van 1 januari 2004, zoals voorzien in artikel 3 van dit akkoord is gerelateerd aan de objectieve sociaal-economische toestand, zijnde enerzijds de moeilijke economische situatie en anderzijds de onzekerheid omtrent het inflatiepeil tijdens de periode van dit akkoord. Het principe van dergelijke saldoberekening zal niet automatisch toegepast worden in de toekomstige akkoorden in het paritair subcomité 149.01.

Brussel, 13 mei 2003



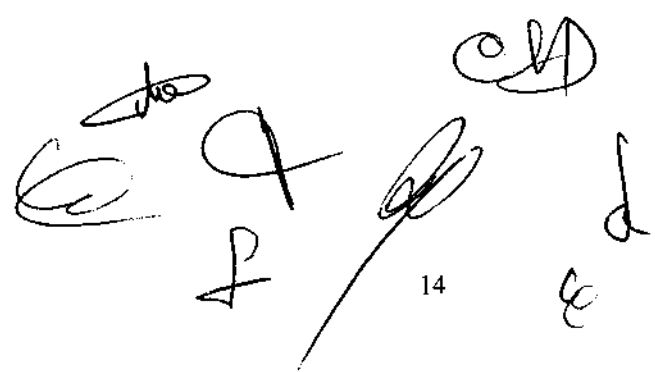
4

**Bijlage 3 aan het sectoraal akkoord 2003-2004
voor het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie
van 13 mei 2003**

STATUUT VAN DE VAKBONDSAFVAARDIGING

In artikel 13 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake statuut van de vakbondsafvaardiging van 18 oktober 1999 (registratienummer 54.451/CO/14901), dient onder het begrip vakbondsafgevaardigde te worden begrepen zowel de effectieve als plaatsvervangende vakbondsafgevaardigde.

Brussel, 13 mei 2003

A collection of handwritten signatures and initials in black ink, located in the bottom right corner of the page. The signatures are stylized and vary in complexity, including some that appear to be initials or short names.

4

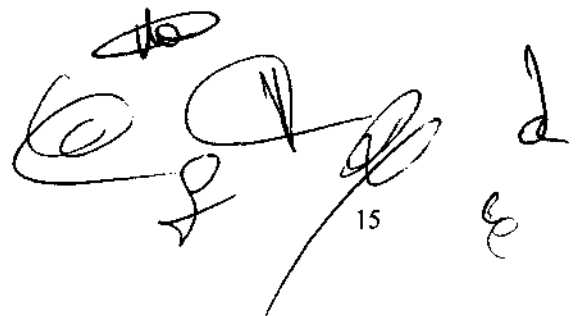
**Bijlage 4 aan het sectoraal akkoord 2003-2004
voor het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie
van 13 mei 2003**

PLOEGENPREMIE

Artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst "Ploegenpremie" van 10 juli 2001 wordt als volgt verduidelijkt: er zijn minstens twee ploegen vereist, die ongeveer identiek samengesteld moeten zijn en die elkaar opvolgen in de loop van een dag, op dezelfde arbeidsplaats.

De ploegen moeten elkaar zonder onderbreking opvolgen: ze mogen elkaar echter gedeeltelijk overlappen, maar in dat geval mag de overlapping niet langer duren dan de helft van de normale duur van een werkdag.

Brussel, 13 mei 2003



Handwritten signatures and initials, including a large signature on the left, a smaller one in the middle, and a vertical signature on the right. The number 15 is written below the middle signature.